

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/HRV/27/Add.1

28 juillet 1997

(97-3166)

Groupe de travail de l'accession de la Croatie

Original: anglais

ACCESSION DE LA CROATIE

Questions et réponses additionnelles concernant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (L/7466)

Addendum

Ainsi qu'il est indiqué dans le document WT/ACC/HRV/27, la Mission permanente de la République de Croatie a fait parvenir au Secrétariat les réponses aux questions additionnelles 12 et 37 à 46 concernant les marchés publics.

Question 12

La Croatie est-elle disposée à reconsidérer l'article 3.7 du Décret sur les marchés publics qui contient une clause relative à la "préférence nationale"?

Réponse

La "préférence nationale" est très rarement appliquée et uniquement lorsque les acheteurs nationaux préfèrent certains produits obtenus en République de Croatie à des produits provenant d'ailleurs.

La Croatie entend continuer à appliquer la disposition relative à la préférence nationale selon les règles de la BIRD et de la BERD et comme le font de nombreux pays, en particulier ceux qui sont à un niveau de développement analogue à celui de la Croatie (pays en transition).

Question 37

Une loi sur les marchés publics a-t-elle déjà été adoptée? Dans l'affirmative, existe-t-il une traduction en anglais?

Réponse

Toutes les entités émergeant au budget de l'Etat ou des collectivités locales, y compris les entreprises de services publics de distribution et les entreprises publiques, doivent passer leurs marchés selon le Décret sur les marchés publics de biens, de travaux et de services, en vigueur depuis avril 1997.

Une nouvelle Loi sur les marchés publics est actuellement au stade de la procédure parlementaire et son examen en première lecture est achevé. La loi devrait être adoptée d'ici à la fin de 1997 ou au début de 1998 et sera communiquée au Secrétariat de l'OMC dès que la traduction en anglais sera achevée.

Question 38

Comment la passation des marchés est-elle effectuée par les entreprises de services publics de distribution, les sociétés bénéficiant d'un monopole et les sociétés privées contrôlées par les pouvoirs publics?

Réponse

Voir la réponse précédente.

Question 39

Outre les intérêts de nature militaire ou stratégique, la Croatie pourrait-elle donner des exemples d'autres intérêts nationaux mentionnés à l'article 3 4) du Décret sur les procédures de passation des marchés de marchandises? Que sont les "ressources à des fins spéciales" et les "lois spéciales" mentionnées à l'article 3 5) et auxquelles le Décret ne s'applique pas?

Réponse

Le terme "intérêts nationaux" dont il est question à l'article 3 (paragraphe 4 et 5) du Décret désigne les intérêts stratégiques d'ordre général ou spécifiques à chaque secteur, par exemple le développement des régions sous-peuplées qui ne présentent pas d'intérêt économique pour les investisseurs dans des domaines tels que le développement de l'infrastructure, mais dans lesquelles il est important pour le gouvernement d'appliquer une politique sociale ou autre. Les "ressources à des fins spéciales" et les "lois spéciales" s'entendent des lois appliquées à la suite de catastrophes naturelles et de dommages subis par le pays, qui sont financées grâce au fonds d'urgence de l'Etat ou à des prêts internationaux (l'objet de ces lois étant confirmé, ainsi que la procédure d'application).

Question 40

Avec quelle fréquence la "préférence nationale" mentionnée à l'article 3 7) du Décret est-elle utilisée?

Réponse

La "préférence nationale" est très rarement utilisée lorsque la demande et l'intérêt de la consommation intérieure sont d'une plus grande importance que dans les conditions normales.

Question 41

Pourquoi les marchés de services ne font-ils l'objet que d'appels d'offres restreints?

Réponse

En ce qui concerne les marchés publics de services, le Décret dispose que l'appel d'offres public est la principale méthode couramment utilisée pour les services ainsi que pour les biens et les travaux. Mais le Décret prévoit également la possibilité de recourir à des appels d'offres restreints pour certains marchés de services.

Question 42

Est-il prévu d'élargir l'accès aux marchés publics de services pour les soumissionnaires étrangers?

Réponse

La Croatie envisage d'élargir l'accès aux marchés publics de services pour les soumissionnaires étrangers.

Question 43

Existe-t-il une loi croate contenant des prescriptions en matière d'opérations de compensation?

Réponse

Le Décret sur les marchés publics de biens, de travaux et de services ne contient pas de prescriptions en matière d'opérations de compensation, mais les parties intéressées peuvent inclure une telle clause dans leur accord.

Question 44

Des informations statistiques sont-elles disponibles en ce qui concerne par exemple:

- l'importance de l'ensemble des marchés publics en pourcentage du volume total des transactions;
- la ventilation des méthodes utilisées (appel d'offres ouvert, présélection, appel d'offres international restreint, demande de renseignements et de prix et passation de marchés par entente directe) et leur importance respective;
- le nombre d'appels d'offres publiés;
- le pourcentage de soumissionnaires étrangers participant aux appels d'offres et le nombre/pourcentage de marchés adjugés à ces derniers;
- le nombre de plaintes?

Réponse

On ne dispose malheureusement pas de données statistiques sur les effets économiques des marchés publics.

Question 45

La Croatie envisage-t-elle de mettre en place un système d'adjudication électronique? Quand?

Réponse

La Croatie envisage de mettre en place dans un proche avenir un système d'adjudication électronique, cette disposition étant prévue dans le nouveau projet de Loi sur les marchés publics de biens, de travaux et de services.

Question 46

La Croatie a-t-elle des accords d'achats avec des pays tiers?

Réponse

La Croatie n'a pas d'accords d'achats avec des pays tiers.